

Moruroa : « Oui, on rase bien tout » confirment le général Boileau et le Président Flosse

Alex du Prel, Tahiti Pacifique Magazine n°63, juil let 1996

Deux articles parus dernièrement confirment nos écrits passés: une ville moderne et totalement équipée à Moruroa est bien en train d'être rayée de la carte, pour des raisons encore inavouées.

Preuve qu'une certaine censure sévit toujours à Tahiti est que la presse Hersant n'a pas reproduit l'article pourtant paru dans Le Figaro (un journal Hersant) du 27 mai. L'envoyé spécial François Luizet avait interviewé le général Boileau (le même qui nous avait écrit le mois dernier pour "donner des précisions" à nos écrits). Hélas, là encore, l'article du Figaro confirme les informations que nous publions depuis des mois.

Sous le titre « Mururoa, Défense d'entrer », M. Luizet (que nous n'avons pas rencontré) explique que le « secret défense » est toujours de rigueur au moment du démantèlement comme il l'était alors et le fut lors des campagnes précédant les 163 tirs aériens ou souterrains effectués entre Moruroa, Fangataufa et leurs lagons.

Que le général de brigade Michel Boileau, patron des Centres d'expérimentations nucléaires, reçoit des journalistes dont celui du Figaro dans son bureau de Papeete où il affirme qu'il n'y a rien à cacher et surtout « qu'il n'y a rien à voir ». Le feu vert pour un voyage là-bas ne peut être donné que par Paris : une fois encore, il semble bien que l'hôtel de Brienne, Matignon et l'Élysée se renvoient le mistigri.

Selon M. Luizet, le motif officiel invoqué pour faire lanterner la presse: les experts, désignés par l'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique) pour mener une mission scientifique avec prélèvements et analyses sur les sites et dans les lagons, primitivement prévue en mars puis reportée à cet été, auraient fait savoir qu'ils jugeaient indésirable la présence des journalistes pour le moment. Argument étonnant quand on sait que ces experts sont, pour la plupart, australiens ou néo-zélandais et l'intérêt marqué de l'opinion publique de leurs pays pour Mururoa l'été dernier.

Du matériel, oui, mais à condition d'embaucher

Alors que le général Boileau explique au correspondant du Figaro que « le déménagement des installations du CEA (Commissariat à l'Énergie atomique) sera achevé au cours du 2^e semestre. » On apprend que dorénavant il y a une nouvelle condition pour les communes qui désireraient recevoir du matériel : la plus grande partie du matériel est remise gracieusement aux communes polynésiennes sous condition qu'elles engagent quelques-uns des 400 travailleurs employés sur le site, souvent depuis 30 ans, et qui vont se retrouver au chômage.

Voilà un fait nouveau qui contredit quelques discours passés d'amiraux dans lesquels « pas un seul employé du CEP ne serait licencié ». Là se trouve peut-être la raison de la censure de cet article à Tahiti.

Le général Boileau confirme au Figaro que « le démantèlement sera total à l'exception des installations lourdes, (...) A la piste près, on rendra à l'atoll son aspect originel. » Tout ce qui est maçonnerie est broyé et enterré, bois et charpentes sont brûlés. Les ordinateurs sont broyés. « Après quoi, dit le général, on replante... »

On océanise en pagaille

Une presse à métal, dans le rôle du sculpteur César, réduit les volumes de tout ce qui est métallique et intransportable ou invendable. D'après le général, ces déchets métalliques sont enterrés dans les innombrables trous pratiqués dans le corail pour les besoins des expériences.»

M. Luizet a mené séparément son enquête et arrive aux mêmes conclusions que nous : « Une indication qui ne rejoint pas les informations recueillies en privé auprès des militaires ou des civils venant de Mururoa et de passage à Papeete. Ils sont formels : on océanise en pagaille... »

Les barges, qui servaient jadis à la préparation des silos destinés aux expériences, emportent au large les débris métalliques et les véritables « scories » que sont devenus les ordinateurs passés à la moulinette. Tout cela est immergé dans l'océan Pacifique par plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de mètres de fond.

C'est peut-être une des raisons pour lesquelles la présence des journalistes là-bas n'est pas actuellement souhaitée. Le général Boileau a participé à plusieurs campagnes de tirs. Aujourd'hui, liquidateur en chef du CEP il dit, en bon légionnaire qu'il fut, « Je n'ai pas d'état d'âme. On nous a demandé de construire une ville nous l'avons bâtie. On nous demande de la détruire, nous la détruisons. »